



Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Distr. générale
19 novembre 2024
Français
Original : anglais

Comité contre la torture

Décision adoptée par le Comité au titre de l'article 22 de la Convention, concernant la communication n° 1036/2020*. **

| | |
|--------------------------------------|--|
| <i>Communication soumise par :</i> | L. S. (représenté par un conseil, Vadim Drozdov) |
| <i>Victime(s) présumée(s) :</i> | Le requérant |
| <i>État partie :</i> | Suisse |
| <i>Date de la requête :</i> | 30 octobre 2020 (date de la lettre initiale) |
| <i>Références :</i> | Décision prise en application des articles 114 et 115 du Règlement intérieur du Comité, communiquée à l'État partie le 2 novembre 2020 (non publiée sous forme de document) |
| <i>Date de la décision :</i> | 1 ^{er} novembre 2024 |
| <i>Objet :</i> | Expulsion vers Sri Lanka |
| <i>Question(s) de procédure :</i> | Fondement des griefs |
| <i>Question(s) de fond :</i> | Risque pour la vie ou risque de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en cas de renvoi dans le pays d'origine (non-refoulement) |
| <i>Article(s) de la Convention :</i> | 3 |

1.1 Le requérant est L. S., de nationalité sri-lankaise, né en 1994. Il a demandé l'asile dans l'État partie, mais sa demande a été rejetée. Il fait l'objet d'une décision de renvoi vers Sri Lanka et soutient que son renvoi constituerait une violation par l'État partie de l'article 3 de la Convention. L'État partie a fait la déclaration prévue à l'article 22 (par. 1) de la Convention, avec effet au 2 décembre 1986. Le requérant est représenté par un conseil.

1.2 Le 2 novembre 2020, en application de l'article 114 de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son rapporteur chargé des nouvelles requêtes et des mesures provisoires de protection, a prié l'État partie de ne pas expulser le requérant vers Sri Lanka tant que la communication serait à l'examen.

* Adoptée par le Comité à sa quatre-vingt-unième session (28 octobre-22 novembre 2024).

** Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication :
Todd Buchwald, Jorge Contesse, Claude Heller, Erdogan Iscan, Peter Vedel Kessing, Liu Huawen,
Maeda Naoko, Ana Racu et Abderrazak Rouwane.



Exposé des faits

2.1 Le requérant est d'origine tamoule. Trois de ses oncles étaient membres des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). L'un des oncles était un combattant ordinaire, un autre était le chef du département agricole des LTTE et le troisième était le chef d'une unité des LTTE. Ils sont tous les trois portés disparus depuis 2007 ou 2008¹. Le père du requérant a rejoint l'Alliance nationale tamoule en 2010². Le requérant a également pris part aux activités de l'Alliance nationale tamoule : il a aidé à organiser des réunions, a collé des affiches électorales, a distribué des tracts et a participé à d'autres activités dans le cadre de la campagne électorale.

2.2 En 2013, le requérant a participé à deux manifestations protamoules organisées à Jaffna et liées à la visite de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et du Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il a également accompagné ses tantes pour les aider à déposer des plaintes pour disparition de personne auprès de la police et d'autres organisations non gouvernementales, concernant leurs maris disparus.

2.3 En avril 2014, l'Alliance nationale tamoule a chargé le père du requérant de recueillir des témoignages sur les crimes de guerre commis contre les Tamouls. Le requérant l'a aidé en recensant les noms de témoins et en rencontrant des personnes qui s'étaient réinstallées dans d'autres villages. Il a mené entre 50 et 60 entretiens et a transmis ses notes au chef de la section de l'Alliance nationale tamoule, qui les a ensuite envoyées au Comité international de la Croix-Rouge et au Conseil des droits de l'homme³.

2.4 Le 10 juillet 2014, quatre agents des services de sécurité en civil sont venus chercher le requérant à un terrain de jeu et l'ont emmené dans un vieux bâtiment délabré. Les agents ont accusé le requérant d'agir contre le Gouvernement en recueillant des informations sur des crimes de guerre. Ils l'ont interrogé pendant près de deux heures. Ils l'ont battu à plusieurs reprises, lui ont marché sur le ventre, lui ont appuyé la tête contre le mur, lui ont donné des coups de poing et l'ont menacé avec un revolver. Après le départ des agents, le requérant est resté allongé sur le sol, pleurant de douleur, jusqu'à ce que son père arrive et l'emmène à l'hôpital, où ses blessures ont été soignées⁴.

2.5 Le 22 juillet 2014, deux des tantes du requérant et un de ses cousins ont été enlevés par des personnes non identifiées en civil qui se déplaçaient dans une camionnette blanche. Au même moment, la mère du requérant a appelé le père de celui-ci et l'a informé que des inconnus se déplaçant dans une camionnette blanche s'étaient présentés à leur domicile et avaient demandé où se trouvait le requérant. Le même jour, le père et un des oncles du requérant ont organisé son départ. Le 23 juillet 2014, le requérant est arrivé à Colombo et, le 18 août 2014, il a quitté Sri Lanka par avion, aidé par un passeur à qui il a remis son passeport. Il est arrivé en Suisse le 20 août 2014 et y a demandé l'asile.

2.6 Le 30 juin 2015, le Secrétariat d'État aux migrations a rejeté la demande d'asile du requérant et a ordonné son renvoi à Sri Lanka. Il a jugé les déclarations du requérant superficielles et contradictoires en ce qui concernait le nombre d'agents des services secrets qui l'avaient maltraité. Il a également souligné que le requérant n'avait pas été en mesure de décrire en détail ses activités de collecte d'informations sur des crimes de guerre et d'expliquer comment son père avait su qu'il devait venir le chercher dans le vieux bâtiment délabré après qu'il avait été maltraité par les agents. Lors de son audition par le Secrétariat d'État aux migrations, le requérant a également donné une description générale du traitement infligé par les agents de sécurité et a évité les questions par lesquelles il lui était demandé des

¹ Le requérant produit une copie de l'accusé de réception d'une plainte pour personne disparue envoyé par la Commission sri-lankaise des droits de l'homme, daté du 27 février 2008, et une copie de l'accusé de réception d'un signalement de personne disparue envoyé par la Commission présidentielle d'enquête sur les plaintes concernant les disparitions de personnes, daté du 15 février 2014.

² Il a participé à des campagnes électorales, a pris la parole lors de réunions et a pris part à des manifestations avec des membres du Parlement.

³ Le requérant produit une lettre émanant d'un dirigeant de la section régionale de l'Alliance nationale tamoule, datée du 8 novembre 2015, qui atteste que le requérant a aidé à recueillir des données sur des crimes de guerre.

⁴ Aucune preuve de séjour à l'hôpital n'est fournie.

précisions sur ce qu'il avait vécu. Le Secrétariat d'État aux migrations a également relevé que, selon ses propres déclarations, le requérant avait voyagé en toute légalité de son village à Colombo en juillet 2014 et avait présenté sa propre carte d'identité au poste de contrôle. Il avait ensuite quitté le pays légalement, au moyen de son propre passeport, départ dont le Secrétariat d'État aux migrations doutait qu'il aurait été possible s'il avait été recherché par les autorités sri-lankaises.

2.7 Le Secrétariat d'État aux migrations a convenu que le fait que le requérant soit originaire du nord de Sri Lanka, son âge, les deux petites cicatrices qu'il porte – l'une sur le bras et l'autre près de l'œil gauche – et le fait qu'il ait des liens de famille avec des membres des LTTE pourraient attirer l'attention des autorités sri-lankaises dans le cadre de son retour et de sa réintégration. Cependant, il n'y avait aucune raison de croire qu'il serait soumis à des mesures allant au-delà d'un contrôle des antécédents. Le Secrétariat d'État a estimé qu'il n'y avait aucun élément concret indiquant que le requérant serait personnellement en situation de risque en raison des liens de ses proches avec les LTTE. On ne pouvait pas présumer que les autorités sri-lankaises le soupçonneraient d'être un membre des LTTE, car il n'avait que 15 ans à la fin de la guerre en 2009. En outre, compte tenu de son âge, on ne pouvait pas présumer que ses cicatrices pourraient faire naître le soupçon qu'il avait été actif au sein des LTTE ou d'un autre groupe d'opposition. Enfin, le Secrétariat d'État aux migrations a souligné que le père du requérant est membre de l'Alliance nationale tamoule, un parti légal qui dispose de plusieurs sièges au Parlement provincial et au Parlement national et qui a aidé Maithripala Sirisena à remporter les élections présidentielles de 2015.

2.8 Le 15 septembre 2015, le Tribunal administratif fédéral a rejeté le recours formé par le requérant au motif que celui-ci n'avait pas démontré qu'il courrait le risque d'être persécuté s'il était expulsé.

2.9 Le 9 novembre 2015, le requérant a demandé au Secrétariat d'État aux migrations de réexaminer sa décision du 30 juin 2015. Il a produit un rapport médical daté du 28 juillet 2015⁵, expliquant que ce rapport avait été transmis à son médecin de famille en Suisse, mais que ce dernier ne l'avait pas transmis à son tour à son ancien conseil juridique, et qu'il n'avait donc pas pu être possible de le soumettre plus tôt dans la procédure.

2.10 Le 15 mars 2016, le Secrétariat d'État aux migrations a rejeté la demande de réexamen soumise par le requérant au motif que celui-ci n'avait fait que répéter les arguments déjà avancés dans le cadre de la procédure ordinaire. Pour ce qui était du rapport médical, et notamment du diagnostic de stress post-traumatique, le Secrétariat d'État aux migrations a estimé qu'il ne s'agissait pas là d'éléments qui rendaient crédibles ses affirmations concernant l'événement traumatisant et les raisons pour lesquelles il avait quitté le pays, ou le risque qu'il y courrait actuellement en cas de retour. Le Secrétariat d'État aux migrations a également relevé que le requérant n'avait suivi aucun traitement médical avant le diagnostic, ni après celui-ci. Le rapport médical montrait que le requérant ne semblait pas souffrir d'une maladie grave, le médecin traitant n'ayant pas considéré qu'il était urgent qu'il suive un traitement psychopharmacologique. Le rapport indiquait également que les symptômes du requérant avaient été déclenchés ou intensifiés par la décision de rejet de la demande d'asile. Le Secrétariat d'État estimait toutefois qu'on ne pouvait en aucune manière en conclure que, pour des raisons médicales, l'exécution de la mesure d'expulsion et donc le retour du requérant dans son pays d'origine serait déraisonnable.

2.11 Le 6 décembre 2016, le Tribunal administratif fédéral a rejeté le recours du requérant au motif qu'il n'y avait pas eu de changement notable dans la situation juridique considérée et qu'il n'avait été produit aucun élément décisif qui justifierait un nouvel examen. En ce qui concernait l'état de santé du requérant, le Tribunal a souligné que le Secrétariat d'État aux migrations ayant formulé des observations de fond sur le rapport médical du 28 juillet 2015, celui-ci avait implicitement réexaminé cet élément à la demande du requérant, et il n'a lui non plus pas retenu l'argument de l'intéressé selon lequel son problème de santé constituait une raison de conclure que l'exécution de la mesure d'expulsion serait déraisonnable.

⁵ Dans le rapport, il est indiqué que le requérant a été diagnostiqué comme souffrant d'un trouble de l'adaptation et d'un trouble de stress post-traumatique d'apparition tardive.

2.12 Le 8 septembre 2017, le requérant a soumis une deuxième demande d'asile, qui a été rejetée par le Secrétariat d'État aux migrations le 23 février 2018. Le 20 août 2018, le Tribunal administratif fédéral a rejeté le recours du requérant⁶.

2.13 Le 29 novembre 2018, le requérant a soumis une troisième demande d'asile, dans laquelle il a invoqué la détérioration de la situation des droits humains à Sri Lanka en ce qui concernait la minorité tamoule et les personnes ayant des liens réels ou supposés avec les LTTE. Il y affirmait qu'une procédure avait été engagée contre lui à Sri Lanka, et que son père avait reçu un mandat d'arrêt contre lui⁷.

2.14 Le 5 décembre 2019, le Secrétariat d'État aux migrations a rejeté la demande d'asile du requérant. Il a souligné que depuis sa demande du 29 novembre 2018, soit depuis environ un an, aucune précision n'avait été apportée, et que ni le mandat d'arrêt ni quelque autre élément de preuve n'avaient été ajoutés au dossier, bien que cette possibilité était restée ouverte. Le Secrétariat d'État aux migrations a estimé que si le père du requérant s'était effectivement vu remettre un mandat d'arrêt contre son fils, ce dernier aurait été en mesure de soumettre ce document et de commenter la procédure prétendument engagée contre lui. L'existence même de cette procédure et du mandat d'arrêt étant mise en doute, le Secrétariat d'État aux migrations a conclu qu'il n'avait pas même été apporté un commencement de preuve à l'appui des allégations concernant ces éléments de faits prétendument nouveaux et les procédures qui y étaient liées, et que ceux-ci n'avaient donc pas été rendus crédibles. Enfin, il a souligné que le requérant n'avait pas expliqué pourquoi les autorités sri-lankaises s'intéresseraient maintenant à lui.

2.15 Le 10 janvier 2020, le requérant a déposé une nouvelle demande d'asile, dans laquelle il invoquait les conséquences du résultat des élections présidentielles tenues à Sri Lanka en 2019. En outre, il y affirmait que les autorités sri-lankaises étaient à sa recherche et, à l'appui de cette allégation, il a produit une citation à comparaître à son nom datée du 10 avril 2019, selon laquelle il était accusé de participer à des activités terroristes contre le Gouvernement sri-lankais à Sri Lanka et à l'étranger, ainsi qu'un mandat d'arrêt daté du 3 septembre 2019 et émis pour les mêmes faits. Le Secrétariat d'État aux migrations a transmis cette demande d'asile au Tribunal administratif fédéral, qui a invité le requérant à préciser s'il entendait former un recours contre la décision du Secrétariat d'État du 5 décembre 2019 et, si tel était le cas, à le présenter, ce que le requérant a fait le 9 avril 2020.

2.16 Le 18 juin 2020, le Tribunal administratif fédéral a rejeté le recours du requérant. Il a noté que les documents produits étaient des copies de deux documents établis en 2019, selon lesquels des procédures engagées contre le requérant en 2014 pour activités terroristes étaient pendantes. Il a toutefois souligné que la citation à comparaître et le mandat d'arrêt devaient être appréciés en tenant compte du fait qu'ils avaient été obtenus de manière douteuse et de l'invraisemblance des poursuites judiciaires alléguées. Il a donc estimé que leur valeur probante était faible. S'agissant de l'élection présidentielle de 2019, le Tribunal a estimé que le requérant n'avait pas soulevé de grief plausible concernant l'existence d'un risque couru personnellement d'être persécuté.

Teneur de la plainte

3.1 Le requérant soutient que, s'il était renvoyé à Sri Lanka, il courrait un risque réel d'être soumis à la torture et à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en violation de l'article 3 de la Convention, parce qu'il a réuni des informations sur des crimes de guerre, a mené pour le compte de l'Alliance nationale tamoule des activités politiques pacifiques en faveur des Tamouls et a aidé ses tantes à déterminer où se trouvaient leurs maris disparus, lesquels avaient été membres des LTTE. Il affirme que selon les informations accessibles au public sur la situation des droits de l'homme à Sri Lanka, les personnes ayant des liens réels ou supposés, même distants, avec les LTTE courent le risque d'être enlevées

⁶ Le requérant ne fournit pas de précisions concernant ces procédures.

⁷ Le requérant a fourni au Comité une copie d'une citation à comparaître à son nom datée du 10 avril 2019 et une copie d'un mandat d'arrêt à son nom daté du 3 septembre 2019.

et torturées, et que même le fait que des activités politiques menées au sein de l'Alliance nationale tamoule l'aient été à un niveau peu élevé constitue un facteur de risque⁸.

3.2 Le requérant conteste l'appréciation faite par les autorités suisses des faits et des éléments de preuve relatifs à son affaire. Il soutient en particulier que le rejet par le Tribunal administratif fédéral des copies du mandat d'arrêt du 3 septembre 2019 et de la citation à comparaître du 10 avril 2019 était arbitraire en ce que le Tribunal n'avait pris aucune mesure pour en vérifier l'authenticité. Il ne lui avait pas non plus demandé de soumettre les originaux de ces documents. Le requérant affirme qu'une argumentation similaire exposée par les autorités suisses a déjà été rejetée par le Comité⁹ et par la Cour européenne des droits de l'homme¹⁰ par le passé, et que les autorités nationales n'ont pas pris de mesures pour vérifier l'authenticité des copies desdits documents.

3.3 Enfin, le requérant renvoie au paragraphe 13 de l'observation générale n° 4 (2017) du Comité, faisant grief aux autorités suisses de ne pas lui avoir offert de recours interne utile lui permettant de porter à la connaissance des autorités nationales des faits apparus après l'arrêt du Tribunal administratif fédéral du 15 septembre 2015, sa demande de réexamen et sa nouvelle demande du 29 novembre 2018, ainsi que les recours correspondants, n'ayant pas eu d'effet suspensif automatique.

Observations de l'État partie sur le fond

4.1 Dans une note en date du 25 août 2021, l'État partie a soumis ses observations sur le fond. Il rappelle les arguments invoqués par les autorités suisses compétentes en matière d'asile. Il reconnaît que la situation en matière de droits de l'homme à Sri Lanka est préoccupante à maints égards¹¹, mais fait valoir que cette situation, ainsi que le risque d'être soumis à des actes de torture en cas de renvoi, a déjà fait l'objet d'un examen approfondi par le Tribunal administratif fédéral qui, dans un arrêt de principe¹², a déclaré que toutes les personnes rapatriées ayant un lien réel ou supposé, actuel ou passé avec les LTTE ne couraient pas nécessairement le risque d'être persécutées. Seules les personnes accusées de raviver le conflit ethnique couraient un tel risque. Il en allait de même pour les ressortissants sri-lankais qui s'étaient livrés à des activités politiques en exil. En l'espèce, le requérant n'avait pas été en mesure de rendre plausible l'affirmation selon laquelle il avait attiré l'attention des autorités sri-lankaises.

4.2 En ce qui concerne le diagnostic de trouble de stress post-traumatique, l'État partie affirme que le requérant n'explique pas en quoi son trouble pourrait être lié aux actes de torture allégués ni en quoi c'est à tort que le Secrétariat d'État aux migrations a qualifié d'in vraisemblables ses affirmations selon lesquelles il avait été arrêté puis torturé. L'État partie affirme que malgré l'appartenance alléguée de trois de ses oncles aux LTTE, il n'y a pas d'éléments suffisants pour étayer l'affirmation selon laquelle il y a des raisons de croire que le requérant lui-même serait en danger. Du fait de l'âge du requérant, il n'a pas été considéré que les autorités sri-lankaises le soupçonneraient d'être un membre des LTTE, en particulier compte tenu de ce qu'il n'avait que 15 ans quand les hostilités ont cessé, en 2009.

4.3 L'État partie indique également que le requérant a produit l'original du mandat d'arrêt. Or l'original de ce type de document n'est jamais remis à la personne qui en est l'objet, de sorte qu'il ne peut pas être en la possession de cette personne. En outre, le numéro de dossier figurant sur le mandat d'arrêt n'est pas conforme au format utilisé par les tribunaux sri-lankais. De même, le champ au verso n'a pas été rempli et la signature ou le timbre requis n'a pas été apposé. Pour l'État partie, ces erreurs de forme portent à douter de l'authenticité du document. La citation à comparaître n'est disponible que sous forme numérisée. Il n'est donc pas possible d'en contrôler les éléments de sécurité et d'apprécier s'il s'agit d'un original authentique.

⁸ CAT/C/LKA/CO/5, par. 11 ; International Truth and Justice Project, *Unstopped: 2016/17 Torture in Sri Lanka*, juillet 2017, p. 10, 11 et 14 ; Freedom from Torture, *Too Little Change: Ongoing Torture in Security Operations in Sri Lanka*, février 2019, p. 9 ; V. M. c. Australie (CAT/C/67/D/723/2015), par. 7.8.

⁹ M. G. c. Suisse (CAT/C/65/D/811/2017), par. 7.4

¹⁰ M. A. c. Suisse, requête n° 52589/13, arrêt, 18 novembre 2014, par. 65 et 68.

¹¹ Voir CAT/C/LKA/CO/5.

¹² Tribunal administratif fédéral, arrêt, E-1866/2015, 15 juillet 2016.

Toutefois, le numéro de dossier ne correspond pas au format habituel des numéros de dossiers utilisés par les tribunaux sri-lankais. Il est tout aussi frappant de constater qu'il est indiqué sur les deux documents qu'ils ont été émis en 2019, et que le requérant n'a pas expliqué pourquoi il ne les avait soumis qu'au terme de nombreuses procédures.

4.4 En outre, les deux documents précités se rapportent à des procédures engagées en 2014. Le fait que le requérant ait pu quitter son pays sans difficulté en août 2014 et que le mandat d'arrêt n'ait apparemment été délivré qu'en septembre 2019 confirme pour l'État partie son appréciation selon laquelle aucune procédure n'est actuellement engagée contre le requérant à Sri Lanka. Il n'y a donc rien qui indique qu'il était visé par l'appareil de sécurité sri-lankais avant son départ. En outre, le requérant n'a pas pu rendre plausible l'affirmation selon laquelle il menait des activités politiques, et il n'y a pas d'autre élément indiquant que les autorités sri-lankaises auraient pu s'intéresser à lui. Il n'y a donc aucune raison de croire qu'il y a actuellement un risque réel qu'il soit soumis à la torture en cas d'expulsion.

Commentaires du requérant sur les observations de l'État partie concernant le fond

5.1 Dans une note en date du 20 juillet 2022, le requérant a soumis des commentaires dans lesquels il conteste les arguments de l'État partie. Il estime que les autorités suisses n'ont pas contrôlé l'authenticité de la citation à comparaître et du mandat d'arrêt d'une manière compatible avec l'article 3 de la Convention. Il relève que dans ses observations, l'État partie a invoqué de nouvelles raisons de contester l'authenticité de la citation à comparaître et du mandat d'arrêt, qui n'avaient pas été avancées lors de la procédure d'asile : le format du numéro de dossier figurant sur la citation à comparaître et le mandat d'arrêt, le fait qu'il ne pouvait pas être en possession de l'original du mandat d'arrêt, le fait que le champ figurant au verso était vierge et l'absence de la signature ou du timbre requis.

5.2 Le requérant rappelle que dans sa lettre initiale, il a cité la jurisprudence du Comité et les précédents jurisprudentiels de la Cour européenne des droits de l'homme, où sont précisés les moyens par lesquels les autorités doivent contrôler l'authenticité des preuves, à savoir en faisant appel à des spécialistes ou en sollicitant l'assistance de l'ambassade de Suisse à Sri Lanka. Or, dans ses observations, l'État partie n'a pas expliqué quelles étaient les mesures qu'il avait prises pour contrôler l'authenticité des deux documents conformément à cette jurisprudence et à ces précédents jurisprudentiels.

5.3 Le requérant fait observer qu'alors que l'État partie indique dans ses observations que l'original du mandat d'arrêt a été produit, et qu'il en conteste l'authenticité au motif même qu'il a été produit, dans sa décision du 18 juin 2020, le Tribunal administratif fédéral a rejeté son recours au motif, notamment, que les deux documents produits étaient des copies. En ce qui concerne le format de ces documents officiels, le requérant constate que l'État partie n'indique pas la source des informations sur lesquelles il se fonde pour conclure qu'ils ne correspondent pas à ceux utilisés à Sri Lanka.

5.4 En réponse à l'affirmation de l'État partie selon laquelle il a quitté Sri Lanka sans difficulté, le requérant répète qu'il est parti illégalement, avec l'aide d'un passeur. Il estime que le fait que le mandat d'arrêt et la citation à comparaître aient été délivrés en 2019 dans le cadre d'une procédure pénale engagée en 2014 confirme qu'après son départ du pays il continue de courir personnellement un risque réel d'être soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements à Sri Lanka.

5.5 Le requérant souligne qu'en juillet 2015, il a été diagnostiqué comme souffrant d'un trouble de stress post-traumatique d'apparition tardive, ce qui signifie que les symptômes sont apparus au moins six mois après l'événement traumatisant. Il a été torturé à Sri Lanka en juillet 2014, et la décision de rejet de sa demande d'asile a été rendue en juin 2015, soit environ un mois avant d'avoir reçu le diagnostic susmentionné. Il affirme donc que l'événement traumatisant à l'origine de ses troubles est la torture subie à Sri Lanka et non la décision de rejet de sa demande d'asile.

5.6 Le requérant renvoie à un rapport établi par un psychothérapeute, en date du 16 mai 2022, pour étayer son affirmation selon laquelle les actes de torture subis à Sri Lanka sont la cause principale de son trouble de stress post-traumatique. Le psychothérapeute a jugé crédibles les déclarations du requérant concernant les actes de torture et les mauvais

traitements subis et a souligné que la menace d'un rejet d'une demande d'asile n'était pas considérée comme une source de traumatisme, à savoir comme un élément déclencheur d'un trouble de stress post-traumatique.

5.7 Enfin, en ce qui concerne l'argument de l'État partie selon lequel les autorités sri-lankaises ne le soupçonneraient pas d'être membre des LTTE puisqu'il avait 15 ans à la fin de la guerre civile en 2009, le requérant renvoie à des rapports qui signalent des cas d'enfants préadolescents non affiliés à un groupe armé qui ont été torturés¹³. Ainsi, l'affirmation de l'État partie selon laquelle il ne pourrait pas être perçu comme étant lié aux LTTE en raison de son jeune âge à la fin de la guerre civile à Sri Lanka dénote une méconnaissance de la situation dans le pays.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner tout grief formulé dans une communication, le Comité doit déterminer s'il est recevable au regard de l'article 22 de la Convention. Le Comité s'est assuré, comme l'article 22 (par. 5 a)) de la Convention lui en fait l'obligation, que la même question n'a pas été examinée et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.2 Conformément à l'article 22 (par. 5 b)) de la Convention, le Comité n'examine aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que celui-ci a épuisé tous les recours internes disponibles. Il note qu'en l'espèce, l'État partie n'a pas contesté que le requérant avait épuisé tous les recours internes disponibles. Le Comité conclut donc qu'il n'est pas empêché par l'article 22 (par. 5 b)) de la Convention d'examiner la communication.

6.3 Le Comité note que le requérant renvoie au paragraphe 13 de son observation générale n° 4 (2017), affirmant que le fait qu'il n'a pas bénéficié de la suspension automatique de l'exécution de la décision d'expulsion le visant à la suite de sa demande de réexamen et de la nouvelle demande qu'il a soumise ultérieurement est constitutif d'une violation de l'article 3 de la Convention, en ce que l'État partie ne lui a pas offert de recours interne utile. Le Comité fait observer qu'il n'est pas indiqué au paragraphe 13 de son observation générale n° 4 (2017) que l'effet suspensif d'un recours doit être automatique. Il fait également observer que le requérant ne dénonce pas l'absence d'effet suspensif du recours qu'il a formé dans le cadre de la procédure d'asile principale. Il constate en outre que le requérant a pu soumettre quatre demandes d'asile et une demande de réexamen sans être expulsé. Le Comité considère donc que le requérant n'a pas été étayé, aux fins de la recevabilité, le grief qu'il soulève au titre de l'article 3, selon lequel il n'a pas eu la possibilité de bénéficier de recours utiles.

6.4 Ne voyant aucun autre obstacle à la recevabilité, le Comité déclare recevable la requête soumise en vertu de l'article 3 de la Convention en ce qui concerne le risque que courrait le requérant d'être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et passe à son examen au fond.

Examen au fond

7.1 Conformément à l'article 22 (par. 4) de la Convention, le Comité a examiné la communication en tenant compte de toutes les informations que lui ont communiquées les parties.

7.2 Le Comité doit déterminer si le renvoi du requérant à Sri Lanka constituerait une violation de l'obligation incombant à l'État partie en vertu de l'article 3 de la Convention de ne pas expulser ou refouler une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risquerait d'être soumise à la torture.

7.3 Le Comité doit apprécier s'il existe des motifs sérieux de croire que le requérant risquerait personnellement d'être soumis à la torture s'il était renvoyé à Sri Lanka. Pour ce

¹³ Le requérant renvoie au rapport d'International Truth and Justice Project, *Sri Lanka; Torture & Sexual Violence by Security Forces 2020-21* (septembre 2021), p. 24.

faire, conformément à l'article 3 (par. 2) de la Convention, il doit tenir compte de tous les éléments pertinents, y compris l'existence éventuelle d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives. Le Comité rappelle toutefois que le but de cette analyse est de déterminer si l'intéressé courrait personnellement un risque prévisible et réel d'être soumis à la torture dans le pays où il serait renvoyé. Il s'ensuit que l'existence, dans un pays, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives ne constitue pas en soi une raison suffisante pour établir qu'une personne donnée risquerait d'être soumise à la torture à son retour dans ce pays. Il doit exister des motifs supplémentaires donnant à penser que l'intéressé courrait personnellement un risque. De plus, si les événements passés peuvent avoir leur importance, la principale question dont est saisi le Comité est de savoir si le requérant courrait actuellement le risque d'être soumis à la torture en cas de renvoi à Sri Lanka¹⁴.

7.4 Le Comité rappelle son observation générale n° 4 (2017), dans laquelle il a souligné que l'existence d'un risque de torture devait être appréciée selon des éléments qui ne se limitent pas à de simples supputations ou soupçons. S'il n'est pas nécessaire de démontrer que le risque couru est hautement probable, la charge de la preuve incombe généralement au requérant, qui doit présenter des arguments défendables montrant qu'il courrait personnellement un risque prévisible et réel¹⁵. Le Comité rappelle qu'il accorde un poids considérable aux constatations de fait des organes de l'État partie concerné, mais qu'il n'est pas tenu par ces constatations, dans la mesure où il peut apprécier librement les informations dont il dispose, conformément à l'article 22 (par. 4) de la Convention, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes pour chaque cas¹⁶.

7.5 En l'espèce, le Comité note que le requérant affirme qu'il courrait le risque de subir un traitement contraire à l'article 3 de la Convention s'il était renvoyé à Sri Lanka, car il pourrait être soumis à des actes de torture et à des mauvais traitements en raison des liens qu'on lui prête avec les LTTE du fait que des membres de sa famille avaient été membres des LTTE, en particulier compte tenu de la situation des droits de l'homme à Sri Lanka et de son appartenance à l'ethnie tamoule. Il prend également note des affirmations du requérant selon lesquelles il a été interrogé et soumis à des mauvais traitements à deux reprises et que, depuis, les autorités sri-lankaises sont à sa recherche. À cet égard, le Comité prend note des deux documents soumis aux autorités suisses par le requérant à l'appui de ses affirmations.

7.6 Le Comité note que l'État partie fait référence aux contradictions relevées par les autorités compétentes en matière d'asile dans le récit du requérant, ainsi que la conclusion de ces autorités selon laquelle celui-ci n'avait pas été en mesure de rendre plausible l'affirmation selon laquelle il avait attiré l'attention des autorités sri-lankaises du fait des liens de membres de sa famille avec les LTTE et des activités menées par son père au sein de l'Alliance nationale tamoule. Le Comité note que les autorités suisses ont dûment examiné les allégations formulées par le requérant à l'appui de sa demande d'asile, mais qu'elles ont relevé les incohérences qu'elles présentaient et exprimé des doutes quant à leur crédibilité.

7.7 Le Comité note en particulier qu'apparemment, les autorités suisses n'ont pas remis en question la crédibilité des affirmations du requérant concernant les mauvais traitements qui lui avaient été infligés dans le passé par les autorités sri-lankaises. Elles ont toutefois contesté la crédibilité de ses affirmations selon lesquelles ses activités au sein de l'Alliance nationale tamoule et son appartenance aux LTTE lui avaient valu d'être persécuté par les autorités sri-lankaises, et qu'il s'agissait-là de la cause directe de sa fuite du pays. Le Comité constate que le requérant n'a produit aucun élément de preuve convaincant pour contester les arguments précis invoqués par les autorités suisses pour rejeter les moyens de preuve qu'il avait produits pour étayer ses allégations. Le Comité prend note en outre de la conclusion du Secrétariat d'État aux migrations selon laquelle les rapports médicaux attestant que le requérant souffre d'un trouble de stress post-traumatique ne sauraient être considérés comme des preuves de la réalité des mauvais traitements allégués.

¹⁴ *N. K. c. Suisse* (CAT/C/77/D/989/2020), par. 7.3.

¹⁵ Voir, entre autres, *Dadar c. Canada* (CAT/C/35/D/258/2004), par. 8.4 ; *A. R. c. Pays-Bas* (CAT/C/31/D/203/2002), par. 7.3.

¹⁶ Observation générale n° 4 (2017), par. 11, 39 et 50.

7.8 Le Comité note que le requérant conteste la manière dont les autorités nationales ont examiné les deux documents qu'il a produits pour étayer ses affirmations selon lesquelles il est toujours recherché par les autorités sri-lankaises pour activités terroristes, à savoir une citation à comparaître en date du 10 avril 2019 et un mandat d'arrêt en date du 3 septembre 2019. Toutefois, dans la nouvelle demande d'asile qu'il a soumise le 29 novembre 2018, le requérant fait état d'un mandat d'arrêt à son nom qui avait été remis à son père et qui était lié à ses activités de collecte d'informations sur des crimes de guerre commis par l'armée. Le Comité constate que dans sa communication, le requérant n'a mentionné et produit qu'une copie du mandat d'arrêt daté du 3 septembre 2019, sans mentionner l'existence d'un autre mandat d'arrêt dont il aurait eu connaissance dès le 29 novembre 2018.

7.9 Le Comité note également que les autorités suisses ont considéré que les deux documents n'avaient qu'une faible valeur probante parce qu'ils étaient de caractère simple et ne comportaient pas les éléments de forme qui caractérisent de tels documents. À cet égard, le Comité note que si les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le requérant a produit l'original du mandat d'arrêt dans le cadre de la procédure interne, l'État partie conteste l'authenticité du document, invoquant principalement des erreurs de forme. Le Comité constate que bien que le requérant conteste cette appréciation, il n'a produit aucun élément de preuve pour réfuter les arguments précis invoqués par les autorités suisses pour justifier le fait qu'ils n'accordaient qu'une faible valeur probante aux éléments qu'il avait produits à l'appui de ses allégations. Le Comité note que ces documents ne comportent aucun élément de sécurité susceptible d'être contrôlé, compte tenu en particulier de ce qu'ils auraient été délivrés dans un autre pays.

7.10 Concernant l'argument du requérant touchant l'aggravation de la situation des droits de l'homme à Sri Lanka, le Comité rappelle que le fait que des violations des droits de l'homme soient commises dans le pays d'origine d'un requérant ne suffit pas, en soi, pour conclure que celui-ci courrait personnellement le risque d'y être torturé. Le Comité constate que le requérant a eu amplement l'occasion de fournir au Secrétariat d'État aux migrations et au Tribunal administratif fédéral des éléments de preuve et des informations supplémentaires à l'appui de ses griefs lors des quatre procédures d'asile qui ont été menées et dans sa demande de réexamen. Toutefois, les éléments apportés ne permettent pas de conclure que le requérant risquerait personnellement d'être torturé ou de subir des traitements inhumains ou dégradants s'il retournait à Sri Lanka. Le Comité rappelle que, même s'il devait ajouter foi à l'affirmation du requérant selon laquelle il a été soumis à des actes de torture et à des mauvais traitements dans le passé, comme le confirmerait l'examen médical qu'il a subi, la question est de savoir s'il risquerait toujours, à l'heure actuelle, d'être torturé à Sri Lanka s'il y était renvoyé de force¹⁷. Le Comité rappelle en outre sa jurisprudence selon laquelle c'est généralement au requérant qu'il incombe de présenter des arguments défendables¹⁸.

7.11 Le Comité est d'avis que le requérant n'a pas fourni d'informations crédibles donnant à penser que les autorités sri-lankaises s'intéressent à lui à l'heure actuelle. À cet égard, il constate que le requérant n'a pas démontré devant les autorités suisses compétentes en matière d'asile que les autorités sri-lankaises étaient actuellement à sa recherche. Le requérant n'a pas non plus démontré que sa famille était actuellement persécutée en raison des activités qu'il avait menées dans le passé.

8. Au vu de ce qui précède, et compte tenu des éléments dont il est saisi, le Comité estime que le requérant n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour lui permettre de conclure que son expulsion vers son pays d'origine lui ferait courir personnellement et actuellement un risque réel et prévisible d'être soumis à un traitement contraire à l'article 3 de la Convention.

9. Le Comité, agissant en vertu de l'article 22 (par. 7) de la Convention, conclut que le renvoi du requérant à Sri Lanka ne constituerait pas une violation par l'État partie de l'article 3 de la Convention.

¹⁷ *N. K. c. Suisse*, par. 7.10.

¹⁸ Voir, par exemple, *N. B.-M. c. Suisse* (CAT/C/47/D/347/2008), par. 9.9 ; *C. A. R. M. et consorts c. Canada* (CAT/C/38/D/298/2006), par. 8.10 ; *M. A. K. c. Allemagne* (CAT/C/32/D/214/2002), par. 13.5.